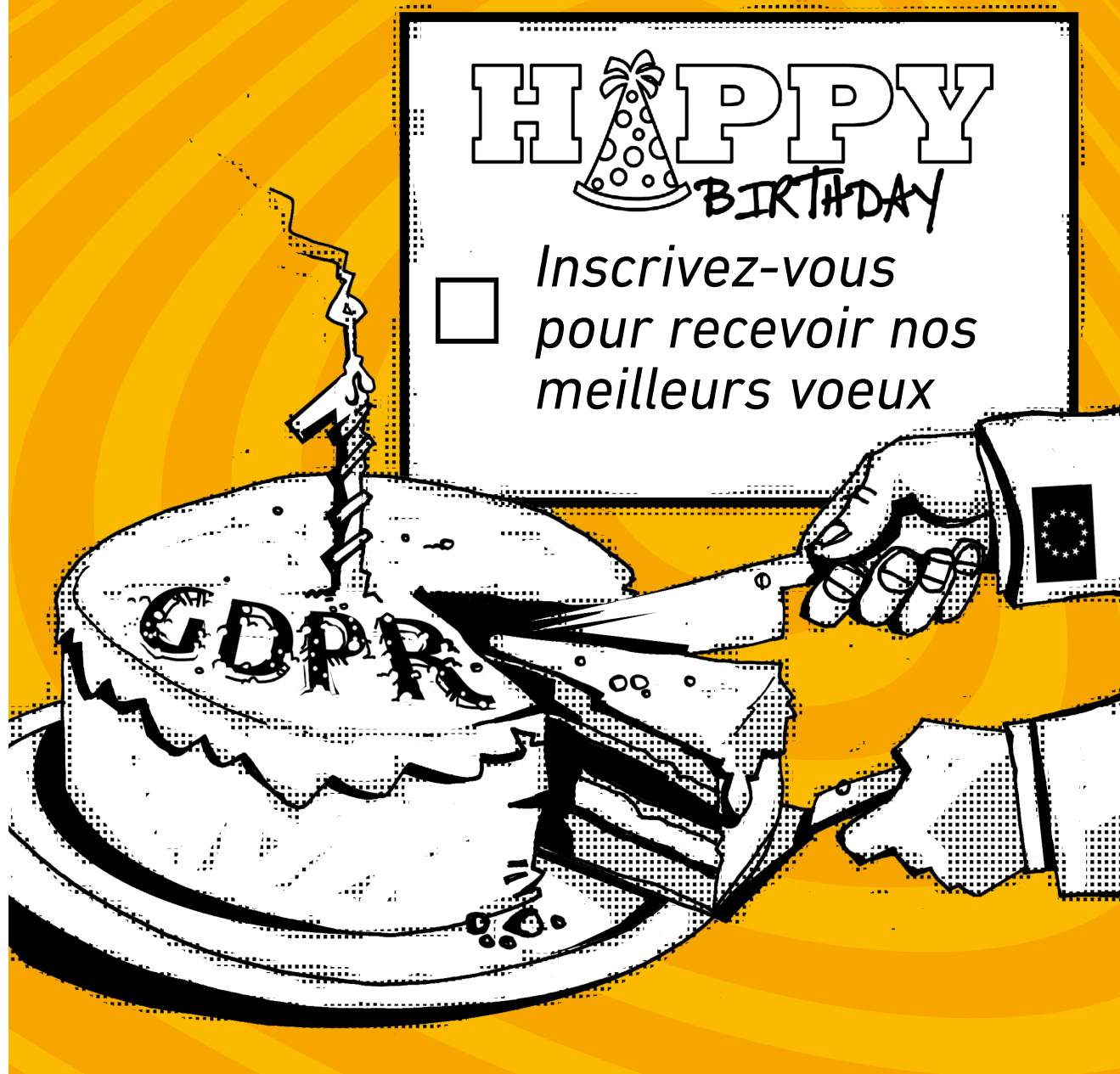


RGPD: un an après



TENDANCES EN MAI

La lutte contre l'extrémisme violent en ligne est encore à l'agenda. Les technologies de reconnaissance faciale au cœur des préoccupations.

[Plus en page 2](#)

FOCUS: HUAWEI

Une nouvelle ordonnance présidentielle aux Etats-Unis affecte directement Huawei et pourrait avoir des implications plus importantes.

[Plus en page 6](#)

LES ROBOTS ET LES PERSONNES AGEES

La population mondiale vieillit, créant de nouveaux défis pour l'économie et la société. Les robots pourront-ils nous aider ?

[Plus en page 7](#)

ANALYSE DE DONNEES : RGPD

Que s'est-il passé depuis l'entrée en vigueur du Règlement général sur la protection des données (RGPD), en mai 2018 ?

[Plus en pages 8-9](#)

Les grandes tendances politiques numériques en mai

Chaque mois, nous analysons des centaines de développements pour identifier les tendances des politiques numériques, et les questions à venir. Voici les principales tendances pour le mois de mai.

1. La controverse autour de Huawei se poursuit

En avril, [nous](#) écrivions à propos de la controverse entourant les produits de l'entreprise Huawei, et comment ils sont perçus dans certains pays comme une menace à la sécurité intérieure. [Plusieurs](#) développements se sont déroulés depuis, maintenant Huawei sous le feu des projecteurs.

Le président américain Trump a adopté une ordonnance exécutive [interdisant](#) toute acquisition, importation, transfert, installation ou utilisation de technologies par des individus sous juridiction américaine, lorsque des transactions impliquent des entités, possédées, contrôlées, ou sujet à une juridiction d'un adversaire étranger, et posant un risque pour la sécurité américaine. En pratique cette ordonnance interdit l'exportation de technologies américaines (même la propriété intellectuelle), sauf si une licence spéciale a été donnée par le département du commerce américain.

Pour assurer que cette interdiction touche directement Huawei, le département du commerce américain a ajouté l'entreprise à la Entity List [–](#) une liste noire d'organisations interdisant aux entités américaines de commercer avec elles sans accord du gouvernement.

Peu après l'adoption de cette ordonnance, plusieurs entreprises, dont Google, Intel et Qualcomm ont annoncé qu'elles ne vendraient plus de technologies à Huawei. Que cela veut dire pour l'entreprise chinoise ?

A court terme, les effets devraient être limités. Au moyen terme, Huawei pourrait avoir des difficultés à développer les logiciels et infrastructures physiques qu'elle obtient des entreprises concernées par l'interdiction américaine. Mais à long terme, si elle parvient à développer le savoir-faire suffisant, l'entreprise pourrait se retrouver dans une encore meilleure position au niveau du marché mondial. Au-delà de Huawei, en coupant les liens avec les géants chinois de l'internet, cette décision pourrait aussi affecter les entreprises américaines, l'économie américaines plus largement, et même les innovations technologiques globales. *Lire notre analyse détaillée à la page 6.* [↗](#)

2. L'appel de Christchurch: éliminer l'extrémisme violent en ligne

En mars 2019, une attaque terroriste contre deux mosquées à Christchurch en Nouvelle-Zélande était diffusée en direct pendant 17 minutes. Bien que cela ne paraisse

que peu de temps, ce contenu violent s'est diffusé en ligne très rapidement, démontrant une nouvelle pourquoi il est nécessaire d'agir vite pour retirer de tels contenus en ligne. Deux mois plus tard, la première ministre néo-zélandaise Jacinda Ardern et le président français Macron ont lancé l'appel de Christchurch pour éliminer les contenus extrémistes violents et terroristes en ligne. [↗](#)

Soutenu par 18 pays et plusieurs entreprises technologiques, l'appel consiste en des engagements volontaires pour empêcher la dissémination de contenus illégaux. Les Etats-Unis n'ont pas soutenu l'appel, motivant cette décision pour des raisons liées à la liberté d'expression. [La Chine](#), la Russie et les pays du Moyen-Orient ne sont également pas signataires de cet appel, et une explication possible est qu'ils préfèrent un cadre multilatéral pour répondre à ces problématiques, plutôt que ce type d'initiatives.

Que retenir de cet appel ? D'une part, il déplace l'attention de Facebook, Google et Twitter, vers un plus grand nombre de fournisseurs de services en ligne au sein des juridictions nationales. Plutôt que de longues négociations avec les grandes entreprises du numérique, les gouvernements seront peut-être plus capables d'exiger aux fournisseurs d'accès à internet, par exemple, de bloquer l'accès aux contenus illégaux. Le message ici est clair : Les gouvernements ont assez patienté. Il est désormais temps pour une réglementation plus stricte. Cette tendance est en ligne avec d'autres dynamiques régulatrices dans d'autres domaines, comme la fiscalité numérique et le commerce en ligne.

D'autre part, l'appel fait référence à des solutions de long terme, comme l'éducation et la formation, et la recherche dans de nouvelles solutions. Cependant, certaines questions doivent encore trouver leurs réponses. Par exemple, qu'est-ce que la violence extrémiste ? Il s'agit d'un défi politique essentiel et ancien qui doit être abordé au plus vite. Ensuite, l'appel promeut l'utilisation de solutions technologiques. Mais peut-on faire confiance aux technologies, et notamment l'intelligence artificielle, pour filtrer les contenus violents, si l'on n'a pas encore de définition commune de ce qu'est un contenu violent ? Qu'en est-il également des risques de décisions incorrectes prises par des algorithmes ?

Et enfin, l'appel mentionne la nécessité de mesures immédiates et efficaces pour répondre à la dissémination de contenus extrémistes. Plusieurs discussions dans différents contextes, comme le Parlement européen [et](#) le G7 [sont](#) en cours visant à demander aux entreprises de l'internet de retirer les contenus dans l'heure de leur identification. Mais au regard de Christchurch, une heure est-ce bien suffisant ?

En plus de l'appel de Christchurch, la nouvelle charte numérique au Canada réfère également aux discours de

haine en ligne et à l'extrémisme violent. [L](#)ors de l'annonce de la charte, le premier ministre Justin Trudeau a indiqué que les plateformes de réseaux sociaux doivent être tenues responsables pour les discours de haine et la désinformation en ligne, et que si elles n'agissent pas, il y aura des conséquences. [L](#)

3. Les technologies de reconnaissance faciale au cœur des préoccupations

L'utilisation de technologies de reconnaissance faciale par les autorités publiques reste très controversée, en raison des inquiétudes liées à des conséquences négatives possibles pour les droits de l'homme. Ces préoccupations ont été mises en évidence durant ce mois à San Francisco. La ville a adopté une ordonnance anti-surveillance qui interdit notamment l'utilisation de technologies de reconnaissance faciale par la police et d'autres services de la ville.

Cette interdiction était largement motivée par des considérations en lien aux droits de l'homme. Si les agences d'exécution de l'ordre utilisent ces technologies, alors cet usage peut conduire à des décisions biaisées et discriminatrices, et donc des erreurs graves. Comme Microsoft l'expliquait en avril [L](#) au moment d'annoncer sa décision de ne pas vendre ces technologies à une agence de sécurité publique californienne, les femmes et minorités sont susceptibles d'être discriminés par ces technologies. Les algorithmes

utilisés pour alimenter ces technologies sont entraînés surtout à partir de photos d'hommes blancs, comme l'a justement démontré une étude de chercheurs du MIT et de Stanford. [L](#) De plus, la reconnaissance faciale peut être détournée à des fins de surveillance, interférant donc avec le droit à la vie privée.

San Francisco est la première ville à imposer une interdiction sur les technologies de reconnaissance faciale, mais d'autres pourraient suivre cette voie. Et les États-Unis ne sont pas le seul pays où cette technologie est perçue avec inquiétude. Au Royaume-Uni, un travailleur qui estimait que son image avait été collectée par la police à travers des caméras de surveillance dans la rue a lancé une action en justice. Il avance que sa figure a été scannée dans la rue sans son consentement, et sans qu'il ne soit suspecté de quoi que ce soit. La police estime à l'inverse que son droit à la vie privée n'a pas été violé. [L](#)

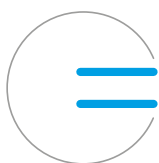
Comment les entreprises se positionnent-elles dans les débats sur la reconnaissance faciale et les droits de l'homme ? Microsoft a récemment réitéré un appel à la réglementation de l'usage de ces technologies. [L](#) Google s'était engagé en décembre 2018 à ne pas vendre de telles technologies avant d'avoir pris en compte d'importantes questions politiques et technologiques. [L](#) Les actionnaires d'Amazon ont à l'inverse rejeté deux propositions invitant l'entreprise à ne pas vendre ces technologies à des entités gouvernementales. [L](#)



Développements des politiques numériques en mai

Avec tant de développements chaque semaine, l'environnement politique est rempli de nouvelles initiatives, d'évolutions réglementaires, de nouvelles décisions de justice, et de changements géopolitiques.

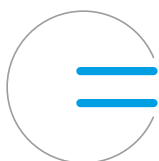
A travers l'observatoire *Digital Watch*, nous décodons, contextualisons, et analysons ces développements, dans un format simple. Le baromètre du mois suit et compare ces développements afin de distinguer des tendances et la présence de nouveaux sujets à l'agenda par rapport au mois précédent. Ce baromètre les résumé, mais n'hésitez pas à cliquer sur les icônes en bleu pour en apprendre plus, ou visiter la section Updates de l'observatoire.



neutre

Architecture globale de la gouvernance de l'Internet

La 50ème journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information a souligné le besoin de renforcer la participation des pays en développement dans les processus d'élaboration de standards de l'IUT.



neutre

Développement durable

Lors de sa 22ème session annuelle, la Commission de l'ONU sur la science et la technologie pour le développement (CSDT) a travaillé sur l'impact des changements technologiques rapides sur le développement durable.

La CNUCED a développé un cadre pour apprécier si les politiques en matière de sciences, technologies et innovations sont en ligne avec ses objectifs de développement. La Nouvelle-Zélande a lancé un Plan d'action pour favoriser l'inclusion numérique au niveau national.



en progression

Sécurité

L'ordonnance exécutive du président américain sur la sécurité des technologies d'information et de communication et des services de chaîne d'approvisionnement a affecté Huawei.

La France et la Nouvelle-Zélande ont initié l'Appel de Christchurch pour éliminer le contenu extrémiste en ligne. Le Canada a lancé une Charte numérique pour promouvoir la confiance dans le monde numérique.

Singapour a une nouvelle loi pour criminaliser la publication des fausses nouvelles.

Whatsapp a été détourné pour installer des logiciels de surveillance sur des smartphones. Le Conseil de l'UE a adopté une décision permettant à l'UE d'imposer des sanctions en réaction à des cyberattaques.



en progression

Commerce électronique et Economie de l'Internet

L'avocat général de la Cour de justice de l'UE (CJUE) a estimé que Airbnb est un service de société d'information.

Les conducteurs Uber de plusieurs villes à travers le monde ont manifesté en raison de leurs conditions de travail et salariales. Le National Labor Relations Board a conclu que les conducteurs Uber sont des entrepreneurs indépendants.

Facebook a annoncé ses plans de lancer une monnaie virtuelle pour permettre des paiements en ligne d'ici 2020. Le Kenya a publié son livre bleu sur l'économie numérique avec des propositions pour soutenir la croissance économique du pays.



en progression

Droits numériques

L'autorité irlandaise de protection des données a lancé des enquêtes sur le géant des technologies Quantcast [et](#) le système publicitaire personnalisé de Google [pour](#) avoir violé le RGPD de l'UE.

Un an après l'entrée en vigueur du RGPD, la commissaire à la justice Vera Jourova a demandé aux Etats membres de respecter la lettre et l'esprit du règlement [.](#)

Le Département de justice américain a inculpé le fondateur de Wikileaks Julian Assange pour 17 chefs d'accusation en vertu de l'Espionage Act [.](#)



neutre

Questions juridiques

Un travailleur australien a remporté un cas de jurisprudence contre son employeur après qu'il ait refusé de donner ses empreintes à l'arrivée et au départ de son travail [.](#)

La FTC américaine a reporté sa décision sur l'accord à l'amiable de plusieurs milliards de dollars avec Facebook suite à des atteintes à la vie privée [.](#)



neutre

Infrastructure

La décision de l'ICANN [de](#) continuer à traiter la demande pour un nom de domaine .amazon a suscité les critiques du Pérou, de la Colombie, de l'Equateur et de la Bolivie [.](#)

Huawei entend investir 100 millions de dollars dans le développement de l'infrastructure cloud au Chili [.](#)

SpaceX a lancé les premiers satellites Starlink, dans le cadre de son plan de fournir un accès à Internet plus abordable à travers la planète [.](#)



en baisse

Neutralité du net

Dans un courrier adressé à des officiels européens, plusieurs organisations, entreprises et individus ont fait part de leurs préoccupations par rapport à l'impact des technologies de deep packet inspection sur la neutralité du net [.](#)



en progression

Nouvelles technologies (AI, Internet des objets...)

San Francisco a banni l'utilisation de technologies de reconnaissance faciale par la police et d'autres services de la ville [.](#) Un travailleur britannique qui estimait que son image avait été captée par la police à travers des caméras de surveillance dans la rue a lancé une plainte devant la justice contre l'utilisation de ces technologies [.](#)

L'UNESCO a publié une série de recommandations pour lutter contre les biais sexistes dans les applications d'IA [.](#) L'OCDE a adopté une recommandation sur l'IA [soulignant](#) des principes pour un développement responsable des systèmes d'IA.

Le gouvernement britannique a lancé une consultation publique sur une proposition de critères de sécurité pour les produits de l'Internet des objets [.](#)

La république tchèque a adopté une stratégie nationale sur l'IA [tandis](#) que le Royaume-Uni a nommé un Conseil multipartite sur l'IA afin de soutenir la croissance de l'IA [.](#)

Des entreprises et instituts chinois ont lancé les Principes de Beijing sur l'IA afin de guider le développement et l'utilisation de l'IA [.](#)

La controverse Huawei : point de non-retour

La récente ordonnance exécutive américaine, signée par le président Trump, a ajouté encore une nouvelle dimension à la controverse autour de Huawei. Plusieurs entreprises américaines ont respecté cette décision et ont annoncé qu'elles ne travailleraient plus avec Huawei. Que cela veut-il dire pour Huawei, les entreprises américaines et le marché mondial ?

Premier concerné : l'OS Android de Google

Peu après l'annonce de cette décision, Google a révoqué la licence de Huawei pour utiliser le système d'exploitation propriétaire Android sur ses terminaux. Cette décision n'a pas un impact significatif pour le marché chinois, comme Huawei y utilise sa version open source. Mais l'impact sur les autres marchés de Huawei – en Europe et en Amérique du Nord – pourrait être important, du fait de la dépendance de Huawei et des utilisateurs aux logiciels et applications propriétaires de Google (Google Play, Google Maps, Gmail et Google Docs).

A court terme, les utilisateurs de produits Huawei pourront toujours accéder aux services Android. Mais à long terme, l'entreprise oeuvrant pour développer son propre système d'exploitation et produits, de nouveaux utilisateurs dans les pays en développement, notamment en Asie et en Afrique, pourraient se diriger vers les produits plus abordables de Huawei et donc son nouveau système d'exploitation.

Deuxième vague: Intel, Qualcomm, et Broadcom

Après Google, Intel, Qualcomm, et Broadcom – dont dépend fortement Huawei pour les processeurs, les cartes et les modems – ont également suivi l'interdiction. Bien que Huawei ne devrait pas souffrir de ce développement à court terme en raison de ses stocks, l'entreprise pourrait cependant être en difficulté par rapport à la fabrication de puces électroniques. A long terme, cela pourrait néanmoins se convertir par un succès pour Huawei : développer ses propres puces pourrait lui permettre de garantir sa domination des marchés télécoms et du mobile.

Troisième vague: l'architecture des puces ARM

La plus inquiétante nouvelle pour Huawei est en fait celle venant de ARM, le fabricant britannique détenu par le japonais SoftBank Corp., qui est le principal concepteur des puces dans le monde entier. ARM utilise fortement de la propriété intellectuelle d'institutions de recherche américaines, auxquelles cette interdiction s'applique.

HiSilicon, une filiale de Huawei, a produit ses puces ARM depuis des années. Même si HiSilicon parvient à développer son propre design, il serait presque impossible – en tout cas dans les prochaines années – de créer ses propres infrastructures.

Questions émergentes

Quelles seront les pertes de marché pour Google, Intel, Qualcomm, ARM et les autres, suite à cette interdiction de commercer avec Huawei, un des premiers fournisseurs mondiaux technologiques ? Les utilisateurs vont-ils se tourner vers des options open source, heurtant ainsi les intérêts principalement américains des entreprises du logiciel ? Est-ce que les Etats-Unis ont passé le point de non-retour pour les innovations technologiques globales ? Ces questions restent ouvertes.

Les progrès dans la fabrication de puces au cours des dernières décennies ont été possibles grâce aux interdépendances en matière de recherche et développement. Différents chercheurs et organisations autour du monde ont travaillé sur des innovations circonscrites, et collaboré entre eux pour les faire fonctionner ensemble. Avec cette décision américaine, les entreprises et les Etats réalisent que les décisions politiques ont une influence importante sur la chaîne de production des technologies, et pourraient être tentés de sauvegarder leur propre chaîne d'approvisionnement au niveau national. Une guerre technologique pourrait pousser les Etats à investir dans leurs propres capacités, et ainsi remplacer l'interdépendance technologique par une indépendance technologique. Une telle fragmentation des développements technologiques pourrait ralentir l'innovation globale dans ce secteur.

Les espoirs restent permis que cette situation ne soit qu'une crise temporaire, s'inscrivant dans le cadre des négociations commerciales entre la Chine et les Etats-Unis (actuellement au point mort). Dans tous les cas, il est probable de voir Huawei et la Chine répliquer bientôt de façon diverse, tandis que la bataille pour la domination mondiale se poursuit.



Credit: Kārlis Dambrāns

IA et robotique : une solution pour un monde qui vieillit?

La population mondiale vieillit. Selon l'ONU, la part de la population âgée de 60 ans et plus croît plus vite que la part des générations plus jeunes, avec un taux de croissance de 3 % par an, au niveau mondial. Cette tendance crée des défis importants pour la société et l'économie. Mais la robotique, l'automation, et l'IA pourraient offrir des solutions.

Les robots : une panacée d'un autre âge ?

Un article récent de *The Economist* estime que plutôt que prendre les emplois des individus (comme beaucoup le pensent), les robots vont nous aider à s'adapter aux défis d'une population vieillissante.

Alors que le taux de natalité dans le monde décline, la population en âge de travailler l'est tout autant. Cette tendance menace la croissance économique. Si moins de personnes travaillent, maintenir la productivité et le produit intérieur brut nécessitera une main d'œuvre plus productive. C'est un problème que la robotisation peut permettre de résoudre. Des machines alimentées par des systèmes en IA pourraient aider des travailleurs plus âgés avec des tâches qu'ils ne peuvent plus réaliser. Et alors que de plus en plus de personnes partent à la retraite, ces machines pourraient reprendre ces postes, permettant que la productivité ne s'affaiblisse pas.

Plus de robots pourrait donc engendrer plus de productivité, et une meilleure croissance économique. Une étude de McKinsey soutient cette hypothèse, en estimant que la robotisation pourrait accroître la croissance de la productivité de 0.8 à 1.4 % annuellement au niveau mondial.

De plus, avec la croissance la population âgée, la demande pour des services personnalisés va s'accroître, des services de santé, aux services de mobilité et de logement. L'industrie de la robotique œuvre déjà pour répondre à cette demande. S'il pourrait ne pas y avoir assez de personnels pour soutenir les populations âgées, les services robotisés pourraient être la solution.

Actuellement, les robots de service consistent en des machines réalisant des tâches du quotidien, ou des robots comme Zora et Buddy, ainsi que les soignants robotisés qui suivent l'état de santé des individus. Mais la technologie n'est pas suffisamment avancée pour permettre aux robots d'agir de façon tout à fait indépendante d'un humain. Ils ne peuvent réaliser que certaines tâches, et ne sont pas encore capables d'établir des conversations. Mais cela pourrait changer, alors que plus d'entreprises et d'investisseurs montrent de l'intérêt pour ce secteur.

Une population vieillissante et les investissements en IA

The Economist suggère également que les pays où la population vieillit le plus investissent plus dans la robotique et l'automation.

Est-ce parce que ces pays ont compris que l'automation et la robotique leur permettront de rester productifs dans les années à venir, alors que leur main d'œuvre diminue ? Il est difficile de le dire, mais les chiffres sont révélateurs. PwC estime que les progrès en IA vont conduire à une croissance de 14 % du PIB mondial d'ici 2030, la Chine et l'Amérique du Nord profitant le plus de ces gains, l'Europe étant juste derrière, et l'Afrique et l'Amérique latine en profitant le moins.

Ensuite, les estimations de l'ONU pour 2030 indiquent un fort recul de la population âgée de 15 à 64 ans en Europe et en Amérique du Nord, un recul modéré en Amérique latine et une progression en Afrique. Donc l'article de *The Economist* pourrait avoir une certaine pertinence, en indiquant une corrélation entre les investissements dans la robotique et les tendances démographiques.

Cependant, si cette corrélation se vérifie, cela n'implique pas une relation de cause à effet, et qu'une population vieillissante pourrait être un facteur important dans les investissements dans l'IA. Si de futures recherches pourraient éclairer ces interrogations, les Etats bénéficieraient sans doute de considérer avec attention comment les machines pourraient les aider à répondre à ces problématiques.



Credit: Dada Motion

RGPD: Un an après

En mai 2019, le RGPD de l'UE fête son premier anniversaire depuis son entrée en vigueur. Visant à mettre à jour les règles de protection des données au sein de l'UE, le RGPD a été un terme au cœur des discussions sur le numérique depuis 2018, notamment en raison de sa portée globale et de ses implications pour les Etats, les entreprises et les citoyens à travers le monde.

Au cours de l'année passée, nous avons observé une croissance des plaintes en lien avec la vie privée, et d'affaires ouvertes par les autorités de protection des données au sein de l'UE. Certaines de ces enquêtes se sont conclues par des amendes pour des entreprises numériques. Des Etats hors de l'UE ont commencé à considérer l'adoption de cadres juridiques similaires, et plusieurs entreprises ont exprimé leur volonté de s'en inspirer, illustrant des tendances qui pourraient façonner le futur de la protection des données autour du monde.

Une forte croissance des plaintes et des enquêtes ouvertes à travers l'UE

Un des objectifs principaux du RGPD était de renforcer les règles de protection des données au niveau européen et de donner plus de pouvoir aux autorités nationales responsables de les faire appliquer. Les premiers rapports des autorités européennes indiquent un certain succès de cette politique à cet égard.

En effet, l'introduction de cette législation a conduit à une augmentation significative du nombre de plaintes et

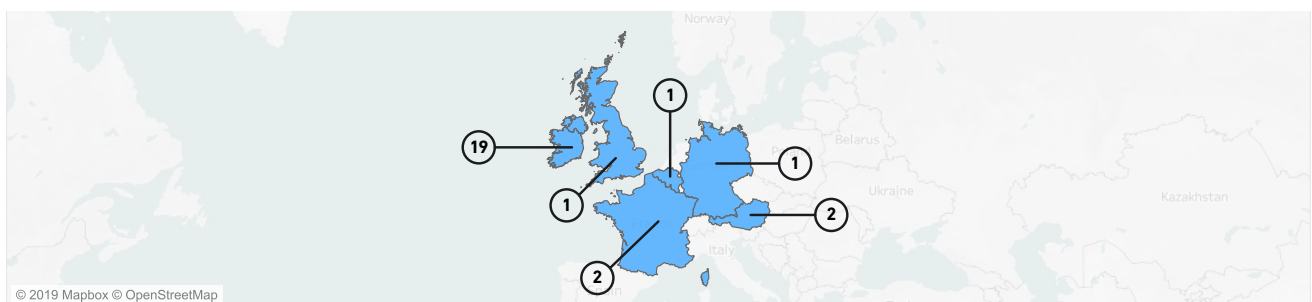
d'enquêtes à travers l'Europe, au sujet de violations des règles de protection des données. Plus de 280.000 cas ont été soumis aux autorités de protection, tandis que 144.000 plaintes individuelles ont été enregistrées. Cette augmentation des plaintes et des investigations de la part des autorités se reflète aussi par la croissance de leurs ressources financières et humaines.

Des sanctions financières encore modestes, pour le moment

En dépit de l'accélération du nombre d'enquêtes et de plaintes, le nombre et l'ampleur des amendes sont restés modestes jusqu'à présent. Selon les règles du RGPD, les sanctions financières peuvent atteindre jusqu'à 4 % du chiffre d'affaires global d'une entreprise. Après un an, les mesures de sanctions ont généré 56 millions d'euros d'amendes, mais une seule d'entre elles (donnée par la CNIL contre Google) représente 90 % de cette somme.

Ce niveau relativement faible des sanctions s'explique pour partie par la relative tolérance des autorités nationales vis-à-vis du secteur privé au cours de cette première

Enquêtes RGPD : 2018-2019



Authority	Company	Dates	Status of case	Issue	Hover to read the description and select for additional documents
ICO	Axiom, Oracle, Criteo, Quantcast, Tapad, Equifax and Experian	09 November 2018	Complaint filed	Lawful basis for processing	Privacy International has filed complaints against seven data brokers (Axiom, Oracle), ad-tech companies (Criteo, Quantcast, Tapad), and credit referencing agencies (Equifax, Experian) with data protection authorities in France, Ireland, and the UK.
German DPA	Google, Instagram, WhatsApp and Facebook	25 May 2018	Complaint filed	Forced consent	On the first day of GDPR noyb.eu has therefore filed four complaints against Google (Android), Facebook, WhatsApp and Instagram over "forced consent". The GDPR prohibits such forced consent and any form of bundling a service with the requirement to consent (see Article 7(4) GDPR). Consequently access to services can no longer depend on whether a user gives consent to the use of data. On this issue a very clear guideline of the European Commission has been issued.
EDPS	Microsoft	09 April	Investigation opened	Lawful basis for	Investigation into contracts Microsoft holds with its institutions to ensure data

Visit dig.watch/trends/gdpr for the interactive version of this map

année. Il était attendu que les entreprises prennent du temps pour ajuster leurs pratiques à ces nouvelles règles. Mais la période de transition est maintenant terminée. En témoigne la déclaration de la présidente de la CNIL pour qui les sanctions seront imposées sans hésitation à partir de maintenant.

L'impact à venir du RGPD sur les grandes entreprises du numérique

Les géants du numérique ont été au cœur de la tourmente récemment suite à une série de scandales relatifs à la protection des données. Facebook, Google, Apple, Microsoft, et Twitter, entre autres, font l'objet d'une enquête pour violations du RGPD, et pourraient subir de fortes amendes dans les prochains mois et années. Déjà en janvier 2019, Google a reçu de la CNIL la plus lourde amende jusqu'à présent (50 millions d'euros) pour violations du RGPD. Si l'entreprise a cependant fait appel, Google a été sanctionné pour avoir enfreint les règles en matière de transparence et de ciblage publicitaire sur son système d'exploitation pour mobiles Android.

Pendant ce temps, l'autorité de protection des données irlandaise (DPC) est devenue l'autorité de référence pour la plupart des géants de l'internet, et a ouvert 19 enquêtes à l'encontre de certaines de ces entreprises, en raison du fait qu'elles sont leur siège européen en Irlande. Les enquêtes de l'autorité irlandaise ont notamment visé Facebook, et ses filiales (comme Whatsapp et Instagram) pour de possibles violations.

Facebook est l'objet désormais de 11 enquêtes en Irlande qui concernent des fuites de données massives, la légalité du traitement des données, et les mesures de transparence pour les utilisateurs. La DPC a lancé sa dernière enquête en mai 2019 contre Google. L'unique rôle de cette autorité vis-à-vis des grandes entreprises de l'internet a conduit la BBC à estimer que cette autorité était devenue de facto la véritable autorité de protection des données européenne.

Divergence dans la mise en œuvre à travers l'UE

Même si le RGPD est un règlement directement applicable dans tous les Etats membres de l'UE, certaines de ses dispositions nécessitent des ajustements et des mesures de transposition au niveau national. Actuellement, le niveau de mise en œuvre et d'adaptation est inégal à travers l'UE, du fait que certains Etats comme le Portugal, la Slovénie, et la Grèce, doivent encore transposer certaines dispositions dans leur cadre juridique national.

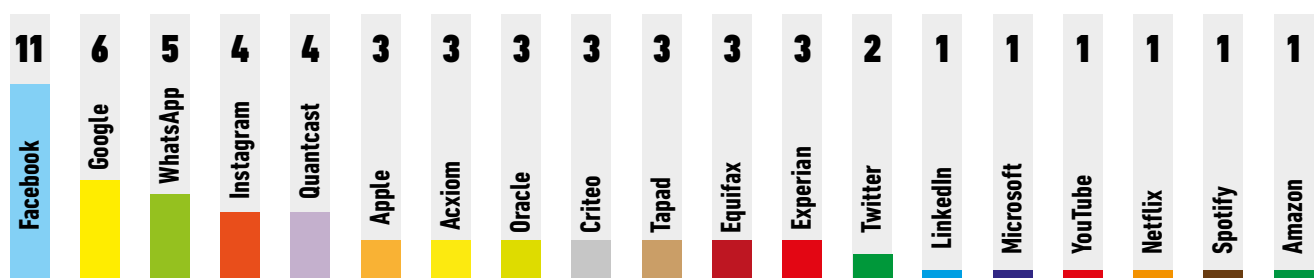
Vera Jourova, la commissaire européenne pour la justice, a récemment reconnu le rythme ralenti de la mise en œuvre du RGPD, et à appeler les Etats à respecter l'esprit du RGPD d'ici la fin du mandat de la Commission européenne. De plus, toutes les autorités n'ont pas été en mesure de répondre à l'augmentation significative du nombre de plaintes reçues, signalant donc un manque de ressources disponibles pour les autorités nationales de certains pays.

Les retombées du RGPD à travers le monde

Bien qu'il soit encore imparfaitement mis en œuvre en Europe, le RGPD a déjà eu un impact considérable à travers le monde. Au Brésil, en Chine, en Inde, au Japon, en Corée du Sud, et en Thaïlande, les gouvernements et législateurs ont passé des lois, ont proposé nouvelles réglementations, ou considèrent des changements législatifs pour s'aligner avec le cadre établi par le RGPD.

Aux Etats-Unis, les débats actuels autour de la possible introduction de nouvelles règles de protection des données ont mis dans le feu des projecteurs les règles développées par l'UE. A l'origine fortement opposée avec des règles plus strictes en Europe, plusieurs grandes entreprises numériques soutiennent désormais une réglementation plus stricte, en alignement avec le RGPD. Le dirigeant d'Apple Tim Cook par exemple a invité les Etats-Unis à l'utiliser comme modèle, tandis que les patrons de Facebook et de Google ont appelé à l'adoption d'une législation globale au niveau fédéral.

Enquêtes par entreprise pour violations du RGPD



Événements politiques à Genève en mai

De nombreuses discussions se tiennent à Genève chaque mois. Cette section détaille les principaux événements du mois de mai. Pour lire les rapports résumant les discussions, visitez notre page « [Past Events](#) » sur le site de l'observatoire [Digital Watch de la GIP](#).

22^{ème} session de la Commission sur la science et la technologie pour le développement – 13 – 17 mai 2019

Cette session a porté sur l'impact des changements rapides technologiques sur le développement durable et le rôle de la science, des technologies et de l'innovation pour construire des communautés résilientes. Cette réunion a également souligné le rôle crucial joué par le partage de connaissances et l'éducation pour le mandat de la

CNUCED, et a enfin permis la publication du Rapport sur l'innovation et les technologies 2018 : Harnessing Frontier Technologies for Sustainable Development.

[Lisez nos rapports des sessions.](#)

50^{ème} anniversaire de la journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information – 17 mai 2019

La 50^{ème} édition de la journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information a permis de souligner les efforts de l'UIT comme force motrice dans la définition des standards internationaux et de mécanismes pour le partage de l'innovation. Les discussions se sont centrées sur l'importance des standards, notamment en

prenant l'exemple de smart cities, de la finance digitale, de l'inclusion financière, ainsi qu'à travers des exemples de standards communs entre l'UIT et l'OMS sur les questions mêlant IA et santé.

[Lisez notre rapport de cet événement.](#)

72^{ème} réunion de l'assemblée mondiale de la santé – 20–28 Mai 2019

Durant sa 72^{ème} réunion, l'OMS a adopté la onzième révision de la *Classification statistique internationale des maladies* et des problèmes de santé connexes (ICD-11), qui reconnaît l'addiction aux jeux en ligne comme une pathologie médicale. Ce trouble est défini comme un « comportement lié à la pratique des jeux vidéo ou des jeux numériques, qui se

caractérise par une perte de contrôle sur le jeu, une priorité accrue accordée au jeu, au point que celui-ci prenne le pas sur d'autres centres d'intérêt et activités quotidiennes, et par la poursuite ou la pratique croissante du jeu en dépit de répercussions dommageables.»

AI 4 Good Global Summit – 28-31 mai 2019

Ce sommet avait pour thème « accélérer les progrès pour atteindre les objectifs du développement durable » et portait sur les utilisations pratiques de l'IA. Reconnaisant les efforts d'un certain nombre de pays ayant développé des stratégies nationales, les discussions se sont concentrées sur des aspects relatifs au développement durable et visaient à identifier les pratiques existantes, les normes manquantes, et les ajustements nécessaires pour que ces technologies déploient tout leur potentiel pour le développement durable.

[Lisez nos rapports sur ces sessions.](#)



Negotiating Internet Governance, une nouvelle publication de Roxana Radu, a été présentée à Genève le 28 mai. Cet ouvrage offre une vision exhaustive de l'évolution des mécanismes de gouvernance de l'internet, des premiers réseaux jusqu'aux questions numériques d'envergure de nos jours.

Pour votre agenda à Genève

Le mois de juin s'annonce chargé en matière de discussions sur le numérique à Genève. Voici un résumé des principaux événements qui se tiendront au cours de ce mois.

10–20 JUIN

CONSEIL DE L'UIT 2019

Durant sa réunion annuelle, le Conseil de l'UIT échangera sur les travaux en cours et à venir des principaux groupes de l'UIT, comme la mise en œuvre des objectifs du Sommet mondial sur la société de l'information. Un rapport des activités de l'UIT concernant les résolutions en lien avec internet sera également discuté.

17 JUIN

Publication à Genève du rapport du High-Level Panel on Digital Cooperation du secrétaire général de l'ONU

Le rapport du panel, qui sera présenté à New York le 10 juin (voir page 12) sera également présenté la semaine suivante durant un événement dans les bureaux de l'ONU à Genève. Les membres du panel Nanijira Sambuli et Cathy Mulligan présenteront les points principaux du rapport et discuteront comment les parties-prenantes peuvent appliquer ses recommandations.

24 JUIN – 12 JUILLET

Conseil des droits de l'homme de l'ONU – 41^{ème} session

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU abordera les questions de promotion et protection des droits de l'homme à travers le monde. Le droit à la liberté d'expression, des minorités, les violences contre les femmes, le droit à l'éducation, et le droit à la liberté de réunion et d'association seront notamment à l'agenda. La Geneva Internet Platform suivra ces sessions ainsi que les side events relatifs aux droits de l'homme en ligne.

Juin

1

10–21 JUIN

108^{ème} Session de la International Labour Conference

La International labour conférence de cette année marque le 100^{ème} anniversaire de l'Organisation mondiale du travail. Cette conférence inclura des débats thématiques par rapport aux standards et au futur du travail. Le rapport de la Commission sur le futur du travail, lancée en début d'année, se réunira également lors de cet événement.

2

3

20 JUIN

Conférence de politique et droit de la cyber sécurité de Genève

La deuxième édition de la conférence portera sur les questions de responsabilité en cas de cyberattaques, la cyber sécurité dans le contexte du big data, le machine learning et l'IA, et les responsabilités d'attaques de systèmes d'IA. Cet événement co-organisé par l'université de Genève et l'université de Jerusalem.

4

5

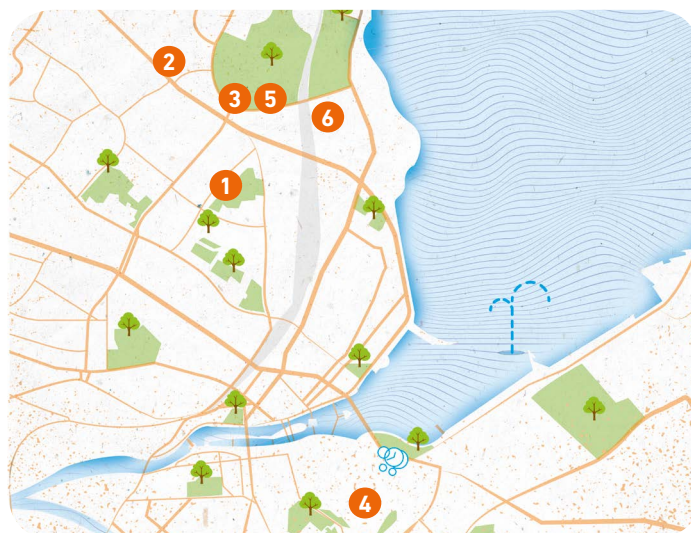
24 JUIN

Comprendre le rapport sur Panel de haut-niveau : contributions de Genève

La Geneva Internet Platform et ses partenaires organisent une discussion d'experts sur le rapport du panel de haut-niveau sur la coopération numérique. Cet événement lancera les discussions globales sur les recommandations du Panel, et permettra de décortiquer le rapport, en se concentrant sur plusieurs sujets, et sur la contribution de Genève à sa mise en œuvre.

6

Juillet



Les principaux événements sur le numérique à venir en Juin

Nous anticipons l'agenda des politiques numérique à venir pour souligner les principales discussions à suivre au cours des prochaines semaines. Pour certains de ces événements, l'observatoire réalisera des rapports des sessions, ainsi qu'un rapport final résumant les discussions.

5-7 JUIN

Third Open Consultations and MAG Meeting – IGF 2019 (Berlin, Allemagne)

La communauté du Forum sur la gouvernance de l'internet (IGF) et son Multistakeholder Advisory Group (MAG) se réuniront pour la troisième fois en 2019 afin de poursuivre la préparation du 14^{ème} Forum (Berlin, Novembre 2019), et suivre les activités en cours.

11-14 JUIN

RightsCon 2019 (Tunis, Tunisie)

Organisé par AccessNow, RightsCon 2019 portera sur l'impact des technologies sur la société et les droits humains. Cette conférence se structurera autour de 17 axes thématiques, comme l'intelligence artificielle, la robotisation et la responsabilité des algorithmes, la lutte contre le harcèlement en ligne, les discours de haine et l'extrémisme violent en ligne, et la création de modèles alternatifs pour les entreprises et le respect des droits de l'homme.

19-20 JUIN

EuroDIG 2019 (La Haye, Pays-Bas)

Ayant pour thème cette année « la coopération – la voie à suivre », EuroDIG 2019 portera sur l'accès à internet, le développement de l'écosystème de la gouvernance de l'internet, les droits de l'homme, les questions économiques et d'innovation, les médias et les contenus, le crime et la sécurité, et les questions techniques et opérationnelles. La Geneva Internet platform est un des partenaires institutionnels de EuroDIG, et réalisera des rapports des différentes sessions au cours de l'événement, disponibles sur l'observatoire GIP Digital Watch.

Juin



10 JUIN

Publication du rapport du panel de haut-niveau sur la coopération numérique du secrétaire général de l'ONU (New York, Etats-Unis)

Un des objectifs principaux du panel était de recommander des solutions pour améliorer l'architecture des politiques numériques. Le rapport du panel devrait identifier les lacunes existantes et proposer trois modèles à cette fin. Le rapport sera présenté au Secrétaire général au cours d'un événement à New York le 10 juin, et sera ensuite présenté à Genève la semaine suivante.

13-14 JUIN

Assemblée Numérique 2019 (Bucarest, Roumanie)

Co-organisée par la Commission européenne et la présidence roumaine du Conseil de l'UE, cette assemblée réunira les parties prenantes européennes pour aborder l'état du marché unique numérique au sein de l'UE et échanger sur les futures politiques européennes. Cet événement de deux jours comprendra 4 sessions plénières, intitulées Digital 4 Planet, Digital 4 Leadership, Digital 4 Jobs, et Digital 4 Communities, pour discuter de l'impact des technologies numériques sur les sociétés et les économies.

24-27 JUIN

ICANN65 (Marrakech, Maroc)

Se réunissant dans le cadre d'un forum politique, la 65^{ème} réunion de l'ICANN portera sur les questions d'envergure à l'agenda de l'organisation et de son comité consultatif. Les discussions se poursuivront autour de possibles recommandations politiques par rapport à la procédure relative aux nouveaux noms de domaines gTLDs. La protection des données, et le modèle multipartite de l'ICANN seront également des thématiques à l'agenda de cette session.

Juillet

A propos de ce numéro

Le numéro 40 de la *Digital Watch* newsletter publié le 7 Juin 2019, par la Geneva Internet Platform et DiploFoundation |
Contributeurs : Cedric Amon, Stephanie Borg Psaila (éditrice), Andrijana Gavrilović, Marco Lotti, Clement Perarnaud, Nataša Perućica, Vladimir Radunović, et Sorina Teleanu | Design: Aleksandar Nedeljkov, Viktor Mijatović, et Mina Mudrić, Diplo's CreativeLab | Suivez les derniers développements numériques sur <https://dig.watch>

Plus de contenus en ligne

Lorsque vous voyez une icône bleue [] cliquez dessus pour avoir accès à plus d'informations en ligne. Pour nous contacter: digitalwatch@diplomacy.edu

Sur la couverture

GDPR: Un an après. Credit: Vladimir Veljašević

© DiploFoundation (2019) <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>



Geneva Internet Platform

DigitalWatch

The Geneva Internet Platform is an initiative of:



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENÈVE



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

ETH zürich

DIPLO

www.diplomacy.edu